

## **Les droits des femmes sur Internet**

### **Résumé du rapport mondial**

*Par la fondation World Wide Web, avec le soutien de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (Sida)*

#### **Synthèse des principaux résultats**

Les Objectifs de Développement Durable récemment adoptés par l'ONU incluent un engagement important pour l'exploitation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) afin de favoriser l'autonomisation des femmes, ainsi qu'un engagement pour donner l'accès à Internet à tous au sein des pays les moins développés d'ici 2020. Cependant, jusqu'à maintenant, les évaluations des disparités hommes/femmes en matière d'utilisation des TIC et d'Internet étaient incomplètes.

Ce rapport présente l'étendue réelle de ce clivage parmi neuf villes de neuf pays en développement différents afin d'avoir une meilleure compréhension du potentiel autonomisant des TIC face à la pauvreté, les inégalités entre sexes et les barrières qui doivent être franchies pour le déverrouiller. L'étude a été conçue et menée en étroite collaboration avec les principales organisations nationales de la société civile des pays que nous avons étudiés.

Le stéréotype d'un peuple pauvre abandonné face à la noirceur d'une vie sans Internet dans un monde en développement est aussi faux que son opposé. Tout le monde à Nairobi ou Jakarta ne manie pas encore un téléphone portable d'où jaillissent les données sur les prix du marché, des informations sur la santé ou des occasions d'engagements civiques.

Au lieu de ça, nos recherches révèlent des inégalités extrêmes en matière d'autonomisation numérique – ce qui semble être à mettre en parallèle avec les disparités sociétales plus larges en matière de recherche d'informations, d'opinions et d'engagements civiques. Par exemple, l'utilisation d'Internet parmi les jeunes hommes instruits et étudiants dans les communautés pauvres des pays en voie de développement rivalise avec celle des Américains, alors que l'utilisation d'Internet parmi les femmes plus âgées et sans éducation est pratiquement non-existante.

#### Inégalités d'accès

**Les femmes ont 50% de chance en moins d'être connectées par rapport aux hommes de la même tranche d'âge avec des niveaux d'éducation et des revenus familiaux similaires.**<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> L'analyse statistique indique que les femmes ont 47% de chances en moins d'être connectée.

Les femmes ont presque autant de chance que les hommes de posséder leur propre téléphone portable mais ont un tiers de chance en moins que les hommes d'âge, de niveau de scolarisation et de situation économiques similaires d'utiliser leur téléphone pour accéder à Internet.

Les **facteurs socio-économiques les plus importants expliquant l'écart homme/femme en matière d'accès aux nouvelles technologies sont l'éducation et l'âge**. Une fois la variable du revenu fixée, les femmes qui ont suivi un enseignement secondaire ou qui ont complété un enseignement secondaire ont **six fois** plus de chance d'être connectée que les femmes ayant reçu un enseignement primaire ou de niveau inférieur.

Les villes avec les plus grandes différences homme/femme en matière d'éducation, telles que Nairobi (Kenya), Kampala (Ouganda), Maputo (Mozambique) et Jakarta (Indonésie) sont aussi celles où les plus grandes différences homme/femme en matière d'accès à Internet ont été rapportées. **Inversement, dans les villes où le niveau scolaire des femmes devance celui des hommes dans notre échantillonnage (New Delhi et Manille), l'écart en matière d'accès à Internet selon le sexe est réduit.**

Les femmes non-connectées ont cité le manque de savoir-faire et le coût élevé comme raisons majeures de leur non utilisation d'Internet. Dans les pays de notre étude, un abonnement mensuel incluant 1 Gb (assez pour seulement [13 minutes de navigation sur le web à l'exclusion de toute vidéo](#)) coûte en moyenne 10% du revenu moyen par personne. Par rapport au revenu, c'est 10 fois plus que ce que ces mêmes données coûtent pour les citoyens moyens des pays de l'OCDE et c'est [deux fois plus que ce que les gens dépensent pour la santé dans les pays en développement](#). Dans les pays où les coûts pour Internet par rapport au revenu moyen sont les plus élevés, notre étude a montré les pourcentages de femmes en ligne les plus faibles et les plus grandes différences homme/femme en matière d'utilisation d'Internet.

### Inégalités d'utilisation

La *façon dont les gens utilisent internet* une fois qu'ils sont connectés est aussi fortement influencée par les inégalités existant hors ligne. La plupart des résidents urbains pauvres de notre étude font face à une marginalisation dans la vie civile et économique. Seule une petite minorité cherche des informations de façon proactive de différentes sources sur des sujets essentiels pour défendre leurs droits. Un pourcentage encore plus faible participe à des débats politiques ou aux affaires des communautés. La plupart ont des emplois précaires ou pas de revenus stables. Etre une femme accentue l'exclusion sur chacun de ces aspects.

Quelques-uns de ces citoyens pauvres commencent à utiliser Internet pour changer leur situation, pour faire entendre leur voix, chercher des informations, améliorer leurs moyens de subsistance ou étendre leurs réseaux au-delà des limites existantes de leur société. Non seulement ce groupe est petit, mais il est aussi, de façon extrêmement prépondérante, masculin. **Les femmes ont deux fois moins de chance que les hommes de s'exprimer en ligne trois fois moins de chance d'utiliser internet pour chercher du travail (en écartant les variables 'âge' et 'niveau d'éducation').**

Cependant, la possibilité d'une autonomisation numérique étendue plus largement et équitablement existe :

- Une forte proportion de femmes et d'hommes interrogés reconnaissent et estiment Internet comme un espace pour commenter des sujets importants et déclarent qu'Internet permet aux femmes d'exprimer leurs points de vue avec plus de sécurité – même s'ils ne l'ont pas encore utilisé dans ce but-là eux-mêmes.
- Une grande majorité d'internautes citadins pauvres exploitent déjà les plateformes numériques comme moyen de renforcer les liens sociaux desquels leur survie dépend souvent, suggérant que le pouvoir d'Internet à améliorer le capital social pourrait être un moyen efficace d'atteindre l'émancipation numérique.
- L'éducation est un facteur majeur pour l'émancipation numérique des femmes, proposant des opportunités d'investissement plus fortes dans l'éducation des filles pour travailler main dans la main avec les programmes d'enseignement des TIC dans les écoles.
- Les écarts homme/femme sont significatifs en ce qui concerne *la façon* dont les hommes et les femmes utilisent Internet – mais ils ne sont pas aussi grands que les disparités entre sexes en matière d'accès à Internet. En d'autres termes, une fois qu'une femme arrive à accéder à Internet, l'écart se resserre entre les utilisateurs hommes et les utilisateurs femmes en matière d'émancipation numérique. L'enjeu politique consiste à augmenter la minorité des femmes qui utilisent Internet et à étendre leurs voix et leurs choix en une majorité – ces deux enjeux sont à réaliser en augmentant l'accès des femmes et en s'attellant aux limites de l'émancipation des femmes.

En particulier, les femmes qui sont actives dans la vie civique et politique hors ligne n'ont pas plus de chance d'être connectées en premier lieu, mais on a aussi trois fois plus de chances que les autres femmes (en éliminant les facteurs 'niveau d'éducation', 'âge' et 'revenus') d'utiliser internet pour exprimer des opinions sur des sujets importants et controversés. Il est nécessaire de mieux comprendre cette synergie entre pouvoirs hors ligne/en ligne pour savoir comment les sexospécificités qui réduisent au silence les femmes dans les deux cas peuvent être surmontées.

### Patriarcat en ligne

Alors que les expériences déclarées de harcèlement via les technologies étaient faibles parmi la plupart des groupes d'âge, près de **sept jeunes femmes (entre 18 et 24 ans) sur dix qui utilisent internet quotidiennement ont été victimes de harcèlement en ligne.**

Environ trois hommes sur dix sont d'accord avec le fait qu'Internet devrait être un domaine contrôlé par les hommes, mais seulement deux femmes sur dix approuvent. Seule une petite fraction des femmes déclarent qu'elles n'utilisent pas Internet parce que « ce n'est pas approprié » pour elles, ou bien parce qu'elles n'ont pas l'autorisation de le faire. Cependant, de telles attitudes étaient plus courantes dans certaines villes que dans d'autres. Par exemple, à New Delhi et Manille, près de deux tiers des hommes sont d'accord avec la déclaration suivante « les femmes ne devraient pas être autorisées à utiliser Internet dans les lieux publics, et plus de la moitié des hommes considèrent avoir la responsabilité de restreindre ce que les femmes

consultent en ligne. Pourtant, ce sont les deux villes avec le plus fort taux d'utilisation d'Internet parmi les femmes, suggérant que les croyances patriarcales n'arrêtent pas forcément les femmes de consulter Internet. Cependant, une étude approfondie est nécessaire pour explorer l'étendue de leur contribution à l'autocensure et savoir comment, où et quand les femmes utilisent internet.

## **Synthèse des recommandations principales**

Nous n'atteindrons pas les Objectifs de Développement Durable d'accès universel à l'Internet et d'autonomisation des femmes via les TIC à moins qu'une politique technologique ne soit mise en place spécifiquement pour lutter contre les profondes inégalités de genre, d'éducation et de revenu mis en évidence dans cette étude.

Le détail de chaque recommandation est disponible à la fin du rapport, voici les principales :

### **1. Etablir des objectifs avec échéance concernant l'équité en matière d'accès à l'Internet, l'utilisation des compétences en fonction du genre et des revenus.**

Notre [Web Index de 2014](#) montre que de nombreuses stratégies TIC nationales ou des plans à haut débit impliquent, au mieux, un engagement rhétorique en matière d'égalité entre sexe. Quelques-uns ont un patchwork de programmes et d'initiatives à petite échelle mais néanmoins intéressants, mais des objectifs globaux liés à des allocations budgétaires sont nécessaires pour assurer cohérence, coordination et ampleur.

**2. Enseigner les nouvelles technologies à partir de l'école primaire.** Nos conclusions mettent en avant la différence écrasante que l'éducation fait en matière d'utilisation des technologies par les femmes, même en contrôlant les autres facteurs tels que les revenus et l'âge. En s'assurant que les programmes du primaire et du secondaire comportent un enseignement de base en matière de technologie, on peut tirer parti des taux d'admission de presque 100% pour offrir à tous ces possibilités.

**3. Briser la barrière d'accessibilité.** Les utilisateurs de notre étude dépensaient environ 20% de leur revenu (équivalent au seuil de pauvreté) pour un accès basique. Donc, même ceux qui pouvaient se permettre d'aller sur Internet devait rationner leur utilisation. Rendre l'accès à des connexions à haut débit plus abordables n'est pas uniquement le meilleur moyen d'avoir plus de personnes connectées, c'est aussi un prérequis pour leur permettre d'aller en ligne et d'explorer plus longuement et plus souvent, pour pouvoir entièrement profiter des opportunités numériques. Par exemple, les femmes qui sont en mesure d'aller sur Internet quotidiennement ont presque trois fois plus de chances que les utilisateurs occasionnels de déclarer qu'Internet les a aidé à augmenter leurs revenus.

**4. Mettre en place des produits au design axés sur les femmes.** L'impact des services en ligne pourrait être considérablement augmenté en définissant un utilisateur final 'Femme' et non uniquement un 'consommateur générique'. [L'expérience montre](#) que lorsque les femmes ne sont pas consultées, les produits et les services sont souvent



voués à l'échec. Lorsque les agences gouvernementales et les donateurs investissent dans de tels services, la cible privilégiée devrait être les femmes à faibles revenus.

**5. Faire de l'engagement politique et citoyen des femmes un objectif explicite.** La petite majorité des femmes pauvres qui sont déjà actives au sein des communautés ne sont pas seulement plus susceptibles d'être connectées mais ont également bien plus de chance d'utiliser les technologies de façons transformatives. Les décideurs politiques devraient travailler avec les groupes de femmes pour trouver des moyens d'aider les femmes via les technologies à augmenter leur participation, leur voie et leur pouvoir hors ligne

**6. Combattre la violence et le harcèlement des femmes en ligne.** Dans 74% des pays inclus dans le Web Index, les organismes d'application des lois et les tribunaux [échouent dans la prise de décisions nécessaires](#) pour agir de manière appropriée dans les cas où les TIC sont utilisées pour commettre des actes de violence sexistes. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour adopter des mesures législatives pour protéger les femmes et les filles, et former les forces de polices, les avocats et les juges sur les violences faites aux femmes via les moyens numériques.

**7. Il ne s'agit pas (uniquement) de technologie, idiot.** Ni les ministères de la communication, qui généralement gèrent les stratégies nationales en matière de TIC, ni les ministères pour l'égalité des genres, lorsqu'ils existent, ne peuvent atteindre ces objectifs de développement durable concernant l'accès à l'Internet ou l'autonomisation numériques des femmes seuls. De plus, nos conclusions soulignent la leçon que l'autonomisation des femmes ne se fait pas dans des boîtes séparées et identifiées « hors ligne » ou « sur Internet », mais nécessite des progrès simultanés sur les différents fronts. Les agences gouvernementales, les groupes de la société civile et les responsables des secteurs privés devront travailler conjointement dans tous les secteurs pour s'assurer que les initiatives numériques sont systématiquement intégrées avec plus d'efforts pour étendre les choix et le potentiel des femmes sur le marché du travail, à la maison, dans les écoles et dans la vie publique. Former les décideurs politiques dans différents secteurs (tels que la santé, l'éducation, les petites entreprises ou l'agriculture) pour comprendre et exploiter le potentiel des TIC pour s'attaquer à la pauvreté et les inégalités entre sexes pourrait être un bon point de départ.